

DANS L'ACTUALITE du 3 au 6 mai 2016

Textes officiels

JORF n° 0105 du 5 mai 2016

Passation des marchés par les concessionnaires d'autoroutes

[Décret n° 2016-552 du 3 mai 2016 relatif à la passation des marchés par les concessionnaires d'autoroutes](#)

Projet de loi

Mardi 3 mai 2016, le Sénat a adopté avec modifications, en première lecture, le projet de loi pour une République numérique. Texte transmis à l'Assemblée nationale le 4 mai 2016 en deuxième lecture.

[Texte n° 131 \(2015-2016\) modifié par le Sénat le 3 mai 2016](#)

Jurisprudence

Une charte organisant un tour de rôle pour permettre usagers le souhaitant d'accéder plus aisément au service d'un transporteur privé pour quitter l'hôpital n'est pas un contrat administratif

[CE 2 mai 2015 centre hospitalier régional universitaire de Montpellier, req. n° 381370](#)

Lotissement et maison individuelle

[CAA Marseille 21 avril 2016 SCI Grenache, req. n° 14MA01558](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Le décret encadrant les marchés passés par les concessionnaires d'autoroutes est paru

Issu de la loi Macron, le régime applicable aux contrats des sociétés concessionnaires d'autoroutes est maintenant complet. Pour assurer une meilleure concurrence dans le secteur, des règles proches de celles relatives aux marchés publics sont instaurées.

Source : le Moniteur du 06/05/2016

Urbanisme

Halte à l'hystérie législative en urbanisme !

Si l'Etat entend construire toujours plus de logement chaque année, le foncier disponible se fait lui de plus en plus rare. Un déséquilibre structurel que le législateur tente depuis plusieurs années de corriger... en légiférant. Une multiplication des textes qui entraîne une inertie contre-productive.

Source : la gazette des communes du 03/05/2016

Environnement

Traité transatlantique : quels enjeux pour l'environnement ?

L'incident traduit le climat dans lequel se déroule la négociation sur le traité transatlantique (Tafta ou TTIP), notamment lorsqu'on évoque un possible affaiblissement des règles sanitaires, sociales et environnementales.

Source : localtis.info du 05/05/2016

Les quatre premiers "engagements pour la croissance verte" signés en matière de recyclage

Les quatre premiers "engagements pour la croissance verte" ont été signés le 27 avril 2016 entre l'Etat et des porteurs de projets. Ils portent sur des projets de recyclage de verre acrylique, de plâtre, de textiles ou encore de matériaux de construction.

Source : localtis.info du 03/05/2016

Collectivités territoriales

L'Observatoire national de la politique de la ville publie son premier rapport annuel

[L'ONPV a remis, mardi 3 mai 2016, à Hélène Geoffroy, secrétaire d'État chargée de la Ville, son premier rapport annuel. Niveau de vie, emploi, éducation, santé, sécurité... Il décrit la situation dans les nouveaux quartiers prioritaires de la politique de la ville.](#)

Source : le Moniteur du 3/05/2016

Les agglomérations dans la mise en œuvre des contrats de ville

[La réforme de la politique de la ville de 2014 a placé les intercommunalités en première ligne. Deux ans après et alors que les contrats de ville sont désormais signés, qu'en est-il ? Dynamique intercommunale, animation territoriale, participation des habitants... A l'invitation de l'Assemblée des communautés de France, des élus et agents ont témoigné le 29 avril de leurs avancées et des points de blocage.](#)

Source : localtis.info du 03/05/2016

La Caisse des dépôts soutient le Grand Est en transition

[Le groupe CDC conjugue ses financements classiques ou plus récents avec la participation à la création de nouveaux outils publics locaux en Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine.](#)

Source : le Moniteur du 02/05/2016

Numérique

Projet de loi Numérique : satisfecit sur l'aménagement, regrets sur les données

[Le projet de loi sur le numérique que viennent d'adopter les sénateurs suscite des réactions mitigées. Si l'Association des villes et collectivités pour les communications électroniques et l'audiovisuel salue des avancées sur l'aménagement numérique, le Conseil national du numérique \(CNNum\) regrette le manque d'ambition sur les données. Pour la secrétaire d'Etat au numérique, "le texte doit continuer à évoluer".](#)

Source : localtis.info du 05/05/2016

Le Sénat amende et adopte le projet de loi pour une République numérique

[Le projet de loi pour une République numérique a été adopté par le Sénat le 3 mai, trois mois après l'avoir été par l'Assemblée nationale. Confirmant globalement l'ambition du texte, les sénateurs ont procédé à des ajustements, notamment dans les deux domaines qui concernent le plus les collectivités : l'ouverture des données et l'aménagement numérique.](#)

Source : localtis.info du 05/05/2016

Election

Le calendrier électoral 2017

[Le ministre de l'intérieur a présenté le calendrier des trois élections politiques de l'année 2017 : l'élection du Président de la République, les élections législatives et les élections sénatoriales pour les 170 sénateurs de la série 1.](#)

Source : Compte-rendu du conseil des ministres du 04/05/2016

Vu dans les revues

AJDA n° 15-2016 du 2 mai 2016 p.813, *La présomption d'urgence à suspendre un permis de construire reste simple*, par Léo Genty

AJDA n° 15-2016 du 2 mai 2016 p.830, *Suite logique de la jurisprudence Région de Haute-Normandie (CAA Lyon 11 février 2016 société Castel et Fromaget, n° 14LY02988)*, par Aline Samson-Dye

AJDA n° 15-2016 du 2 mai 2016 p.863, *Application du code des marchés publics à un contrat conclu à l'étranger (CAA Bordeaux 17 décembre 2015, req. n° 13BX03486)*, conclusions Nicolas Normand

Presse

Pas d'ouverture le dimanche pour Les Galeries Lafayette

[Le projet présenté le 22 avril dernier par la direction des Galeries Lafayette n'a finalement pas trouvé un écho favorable auprès des syndicats. Le magasin parisien restera donc portes closes le dimanche.](#)

Source : lsa-conso.fr du 04/05/2016

Que reste-t-il de la loi Macron?

La loi « sur l'activité et la croissance », portée par Emmanuel Macron et adoptée l'été dernier après des centaines d'heures de discussion, était censée faire date. Les réformes finalement adoptées, qui seront complétées dans le cadre de la contestée loi El Khomri, sont mineures.

Source : mediapart.fr du 03/05/2016